



31^e session du Conseil des droits de l'homme

Rapport de Mme la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation

Intervention du Luxembourg (7 mars 2016)

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne.

Ma délégation salue les deux Rapporteurs spéciaux pour les rapports qu'ils ont présentés.

le rapport de Mme Hilal Elver a le mérite de bien mettre en lumière les avantages dont bénéficierait l'ensemble de la société grâce à un meilleur accès des femmes au droit à l'alimentation.

Comme le souligne justement le rapport, ce sont les femmes paysannes qui sont particulièrement discriminées dans l'exercice du droit à l'alimentation. En raison de leur statut de femme, elles subissent toute une série de discriminations et de violations de leurs droits, qu'il s'agisse de l'accès au crédit, de l'accès à la terre ou encore des droits de succession.

Nous soutenons l'appel lancé par la Rapporteuse spéciale aux Etats de lutter contre la discrimination ancrée dans des normes sociales et culturelles.

Ma délégation fait siennes les différentes recommandations du rapport, en particulier celles plaidant en faveur d'une plus grande autonomisation des femmes rurales pauvres, notamment en favorisant l'accès des filles et des femmes à une meilleure éducation, ainsi que la mise en place de mesures de protection sociale efficaces et responsables. Par ailleurs, dans le cadre de sa politique d'aide au développement, la Coopération luxembourgeoise attache une importance toute particulière à soutenir des programmes et projets dans ces domaines.

Selon le rapport, plus de 50% des aliments ont été cultivés, labourés ou récoltés par des agricultrices. Il est également fait état que les droits fondamentaux des travailleurs agricoles dans l'ensemble - mais des femmes en particulier - sont fréquemment violés. Il est donc

crucial que la législation du travail soit mieux appliquée et que les Conventions pertinentes de l'OIT soient pleinement respectées.

D'où notre question à Mme Elver : Comment évaluez-vous l'action des autres organisations internationales concernées par ce domaine, et je pense ici notamment à l'OIT et au FAO ? Par quels moyens, votre rapport pourrait-il être porté à l'attention des deux organisations citées ?